

GE_GERICHTE C/3804/2017 vom 30. Mai 2017

GE Cour de justice, 2017-05-30, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_C_3804_2017

FR: GE_GERICHTE C/3804/2017 du 30 mai 2017

IT: GE_GERICHTE C/3804/2017 del 30 maggio 2017

Regeste

PROCÉDURE DE FAILLITE ; RÉVOCATION(EN GÉNÉRAL) | LP.174;

Volltext

Genève Cour de Justice (Cour civile) Chambre civile (Sommaires) 30.05.2017 C/3804/2017

PROCÉDURE DE FAILLITE ; RÉVOCATION(EN GÉNÉRAL) | LP.174;

C/3804/2017 ACJC/634/2017 du 30.05.2017 sur JTPI/5350/2017 (SFC), CONFIRME

Descripteurs : PROCÉDURE DE FAILLITE ; RÉVOCATION(EN GÉNÉRAL) Normes :

LP.174; Par ces motifs RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE POUVOIR

JUDICIAIRE C/3804/2017 ACJC/634/2017 ARRÊT DE LA COUR DE JUSTICE

Chambre civile du MARDI 30 MAI 2017 Entre Monsieur A_____, domicilié _____

Genève, recourant contre un jugement rendu par la 22ème Chambre du Tribunal de première instance de ce canton le 24 avril 2017, comparant en personne, et B_____, sise

avenue _____ Lausanne, intimée, comparant en personne. Vu, EN FAIT, le jugement

JTPI/_____ rendu le 24 avril 2017 par le Tribunal de première instance dans la cause

C/_____, prononçant la faillite de A_____; Vu le recours formé le 5 mai 2017 par

A_____, aux termes duquel celui-ci a allégué être solvable; Vu la décision de la Cour de

justice du 5 mai 2017 accordant la suspension de l'effet exécutoire attaché au jugement

entrepris; Vu l'ordonnance de la Cour du 5 mai 2017 adressée par courrier recommandé au

recourant, non réclamé à l'issue du délai de garde à la poste expirant le 16 mai 2017 et

retourné par courrier simple le 24 mai 2017, lui impartissant un délai au 18 mai 2017 pour

verser les frais du Tribunal directement à l'Office des poursuites ou à la créancière, puis

faire parvenir à la Cour le justificatif du paiement; Attendu qu'aucun document n'a été

produit dans le délai imparti; Considérant, EN DROIT , qu'une notification par pli

recommandé est considérée comme valablement intervenue au terme du délai de sept jours

à compter de l'échec de la remise, si le destinataire devait s'attendre à recevoir la

notification (art. 138 al. 3 let. a CPC); Que tel est le cas du recourant à la suite du recours

qu'il a formé; Qu'à teneur de l'art. 174 al. 2 LP, l'autorité de recours peut annuler le

jugement de faillite lorsque le débiteur rend vraisemblable sa solvabilité et qu'il établit par

titre que la dette, intérêts et frais compris, a été payée (ch. 1), que la totalité du montant à

rembourser a été déposée auprès de l'autorité de recours à l'intention du créancier (ch. 2) ou

que le créancier a retiré sa réquisition de faillite (ch. 3); Qu'en l'espèce, le recourant n'a pas

fourni, dans le délai imparti par la Cour, les pièces attestant du paiement de la dette, intérêts

et frais compris ou du retrait de la requête de faillite; Que les conditions posées par l'art. 174

al. 2 LP font ainsi défaut; Que le recours est dès lors manifestement infondé, de sorte qu'il

sera rejeté d'entrée de cause et sans débats (art. 322 al. 1 in fine CPC); Qu'il n'est pas

nécessaire de fixer à nouveau le moment de l'ouverture de la faillite dans la mesure où

l'effet suspensif ordonné se rapporte uniquement à la force exécutoire du jugement attaqué

(cf. arrêts du Tribunal fédéral 5A_92/2016 du 17 mars 2016 consid. 1.3.2.1; 5A_899/2014 du 5 janvier 2015 consid. 5); Que les frais judiciaires de recours, arrêtés à 220 fr., seront mis à la charge du recourant qui succombe (art. 106 al. 1 CPC) et compensés avec l'avance de frais fournie, qui reste acquise à l'État de Genève (art. 111 al. 1 CPC); Qu'il n'y a pas lieu d'allouer de dépens à l'intimée, qui n'a pas été invitée à se déterminer devant la Cour de céans (art. 95 al. 3 let. b CPC). * * * * PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : A la forme : Déclare recevable le recours formé le 5 mai 2017 par A_____ contre le jugement JTPI/5350/2017 rendu le 24 avril 2017 par le Tribunal de première instance dans la cause C/_____. Au fond : Rejette ce recours. Déboute les parties de toutes autres conclusions. Sur les frais : Arrête les frais judiciaires du recours à 220 fr., les met à la charge de A_____ et dit qu'ils sont compensés avec l'avance de frais fournie, qui reste acquise à l'État de Genève. Dit qu'il n'est pas alloué de dépens. Siégeant : Madame Fabienne GEISINGER-MARIETHOZ, présidente; Monsieur Laurent RIEBEN et Monsieur Ivo BUETTI, juges; Monsieur David VAZQUEZ, commis-greffier. La présidente : Fabienne GEISINGER-MARIETHOZ Le commis-greffier : David VAZQUEZ Indication des voies de recours : Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile. Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.